

LE GAZ COMME ÉLÉMENT DE RÉORIENTATION DES ALLIANCES GÉOPOLITIQUES EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

David Amsellem

La Découverte | « Hérodote »

2013/1 n° 148 | pages 117 à 121

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707175694

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2013-1-page-117.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le gaz comme élément de réorientation des alliances géopolitiques en Méditerranée orientale

*David Amsellem*¹

Depuis 2009, d'abondants gisements de gaz naturel ont été découverts en Méditerranée orientale, un espace qui, jusqu'alors, n'avait presque pas été délimité. Véritable aubaine économique pour une région dépourvue de ressources naturelles, ces gisements sont aussi à l'origine d'une réorientation des alliances géopolitiques régionales.

En janvier 2009, un consortium israélo-américain dirigé par la compagnie américaine Noble Energy fait la découverte d'un gisement d'hydrocarbures, dénommé Tamar, contenant près de 260 milliards de m³ de gaz naturel – Israël consomme alors un peu moins de deux milliards de m³ par an – et situé à quatre-vingt-dix kilomètres au large de Haïfa (nord d'Israël). L'événement est sans précédent pour le secteur énergétique israélien mais laisse perplexe les voisins régionaux : un gisement de cette taille, aussi éloigné des côtes, pourrait-il relever uniquement de la souveraineté d'Israël ? La question se pose en effet puisque, à cette date, l'État hébreu n'a délimité aucune de ses frontières maritimes avec ses voisins.

Aussi, lorsqu'en juin 2010, le même consortium annonce l'existence de Léviathan, un autre gisement contenant davantage de gaz (460 mds m³), plus éloigné encore des côtes israéliennes (130 km) que Tamar, le Liban et Chypre s'interrogent. Avec Beyrouth, les négociations directes ne sont pas envisageables puisque le pays est toujours officiellement en guerre contre Israël (qu'il ne

1. Doctorant, allocataire de recherche au Centre de recherche et d'analyse géopolitique de l'université Paris-VIII.

reconnaît d'ailleurs pas). L'affaire ajoute donc un volet supplémentaire à la rivalité israélo-libanaise, mais provoque pas de bouleversement. Ce n'est pas le cas avec Chypre qui, en décidant de s'impliquer dans le dossier du gaz, va jouer un rôle décisif dans le repositionnement diplomatique d'Israël.

L'accord de délimitation maritime israélo-chyprite, point de rupture entre Israël et la Turquie

En 2010, la Méditerranée orientale est un espace très peu délimité, notamment pour Israël qui n'a signé aucun accord de délimitation maritime avec ses voisins. Mais, suite à la découverte du gisement Léviathan, Israël entame des négociations avec Chypre pour fixer leurs frontières en mer.

Deux éléments favorisent ces discussions. Il s'agit d'abord de la présence de Noble Energy qui détient des intérêts dans les deux pays puisque la compagnie américaine a obtenu du gouvernement chypriote, en 2008, les droits d'exploration dans le bloc 12, la concession qui jouxte celle israélienne où se situe Léviathan.

À ces intérêts économiques communs s'ajoute un volet diplomatique. Quelques jours avant l'annonce de la découverte de Léviathan, le 31 mai, la marine israélienne stoppe *manu militari* une flottille d'aide humanitaire en provenance de Turquie, qui tentait de forcer le blocus israélo-égyptien de la bande de Gaza. L'opération de l'armée israélienne tourne à l'affrontement et neuf citoyens turcs sont tués. Les relations israélo-turques, déjà dégradées depuis l'opération « Plomb durci » de janvier 2009², sont désormais gelées. Pour Chypre, un verrou vient de sauter puisque sa position vis-à-vis d'Israël se définissait essentiellement par rapport aux relations étroites que cet État noue avec la Turquie au milieu des années 1990 – Ankara et Nicosie sont en conflit au sujet de la République turque de Chypre du Nord, autoproclamée en 1974 et reconnue par la seule Turquie. À présent, plus rien ne s'oppose à un rapprochement des deux États.

Aussi, en décembre 2010, Israël et Chypre signent un accord qui délimite leurs frontières maritimes, et y ajoutent un volet énergétique qui aura son importance plus tard : les deux États s'engagent à coopérer pour la recherche de ressources transfrontalières et à tenir des négociations pour se répartir ces dernières si celles-ci sont effectivement découvertes.

Aussitôt l'accord signé, la République turque de Chypre du Nord (RTCN) le conteste, estimant être lésée puisque n'ayant pas été consultée. La Turquie soutient ses revendications et annonce qu'elle ne permettra pas l'exploitation de Léviathan

2. Pierre Razoux, « Quel avenir pour le couple Turquie-Israël ? », *Politique étrangère*, 2010, 1.

tant qu'un nouvel accord n'aura pas été signé. À présent, deux camps se forment et ne vont cesser de s'affronter sur la question qui les divise : d'un côté Israël et Chypre qui ont délimité leurs frontières, de l'autre la Turquie et la RTCN qui les contestent.

Coup /contrecoup diplomatique

En dépit des menaces turques, Chypre et Israël entament leur lune de miel diplomatique : accord sur l'échange d'informations classifiées en janvier 2011 et visite historique du président chypriote Dimitris Christofias en Israël deux mois plus tard. En septembre, deux éléments nouveaux vont dégrader encore davantage les relations israélo-turques : la compagnie américaine Noble Energy décide d'accentuer ses explorations dans le bloc 12 ; et le ministre de la Défense chypriote, Demetris Eliades, rencontre l'ambassadeur israélien Michaël Harari afin de renforcer la coopération militaire entre les deux pays.

La réponse d'Ankara ne se fait pas attendre. Le même mois, la Turquie suspend ses accords militaires et commerciaux avec Israël et annonce le renfort de ses forces en Méditerranée orientale. Parallèlement, Ankara signe un accord avec la RTCN pour entamer des forages *offshore* de gaz et de pétrole et envoie un navire de recherche sismographique au nord de Chypre, qu'elle fait escorter par plusieurs navires de guerre.

L'escalade continue. En octobre, un journal chypriote publie un document détaillant un exercice militaire conjoint entre Israël et Chypre ; en novembre, le président israélien, Shimon Pérès, se rend à Chypre et signe trois nouveaux accords commerciaux dont un concerne la coopération énergétique ; enfin, en décembre, l'État hébreu annule la vente de systèmes de renseignement pour l'armée de l'air turque.

Nouvel élément à la toute fin de l'année 2011 : la compagnie Noble Energy annonce la découverte d'Aphrodite, un gisement situé à quelques kilomètres seulement de deux gigantesques champs gaziers israéliens, contenant près de 250 milliards de m³ de gaz naturel dans le bloc 12. Immédiatement, le gouvernement turc fait savoir que l'administration chypriote grecque n'a pas le droit d'exploiter ces ressources sans la participation des Chypriotes turcs. Les patrouilles de plus en plus régulières des navires turcs, toujours plus proches des côtes chypriotes et du gisement Aphrodite, inquiètent Nicosie et Jérusalem puisque le gisement Léviathan ne se trouve qu'à une soixantaine de kilomètres de là et que, selon les premières études, Aphrodite se situerait à cheval entre les eaux israéliennes et chypriotes.

Pour assurer la protection de leur gisement, l'État hébreu et Chypre signent en février 2012 un accord de coopération militaire qui donne l'autorisation à l'armée

israélienne de survoler et de naviguer sur le territoire chypriote. Selon des informations relayées par la presse israélienne, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, aurait également négocié le droit, pour les pilotes de chasse israéliens, de se poser et se ravitailler dans une base aérienne du sud de l'île. En un peu moins de deux ans, les relations entre Israël et la Turquie, déjà très fragilisées après l'épisode de la flottille en mai 2010, se sont considérablement dégradées essentiellement au sujet du gaz en mer.

Vers un partenariat Jérusalem-Nicosie-Athènes contre la Turquie

Le partenariat israélo-chypriote autour des enjeux gaziers est donc un élément incontournable pour comprendre l'état actuel des relations israélo-turques, mais celui-ci doit s'apprécier au-delà de la Turquie et de Chypre. Il faut en effet tenir compte du repositionnement de l'Égypte et de la Grèce ces derniers mois.

En Égypte, en février 2011, le président Hosni Mubarak a été poussé à la démission par sa population et, après plus d'un an de transition, Mohammed Morsi, un homme politique issu d'une formation politique liée aux Frères musulmans, a été élu président de la République égyptienne. Ce changement interne va impacter les relations israélo-égyptiennes qui prennent un nouveau tournant : ouverture de la frontière égypto-gazaouie, rupture du contrat de fourniture de gaz à Israël et refus d'exporter le gaz en provenance de Léviathan vers l'Europe. Après la Turquie, l'Égypte se détourne à son tour d'Israël. Pour sortir de l'isolement, l'État hébreu doit réorienter sa diplomatie vers l'ouest. Et dans le prolongement de Chypre, il y a la Grèce.

Comme Nicosie, Athènes entretient une relation conflictuelle avec Ankara, et la dégradation des relations israélo-turques est bien perçue en Grèce. Aussi, le rapprochement économique entamé au milieu des années 1990 s'accélère lui aussi au moment de la découverte du gisement Léviathan, puisque à l'été 2010 le Premier ministre israélien effectue une visite historique en Grèce. Au cœur du rapprochement, il y a le dossier énergétique car la Grèce, en plus d'être un client potentiel pour l'exportation, constitue une formidable porte d'entrée pour exporter le gaz israélien vers l'Europe. Côté israélien, la Grèce a l'immense avantage de disposer d'un espace aérien conséquent pour l'entraînement de ses pilotes contraints de s'entraîner au-dessus de leur territoire réduit depuis que la Turquie leur a fermé les portes en juin 2010. Et effectivement, en octobre 2010, les chasseurs israéliens et grecs se sont entraînés ensemble lors d'un exercice commun.

Plus important encore, en 2011, la Grèce a remplacé la Turquie dans l'exercice annuel qu'organisaient Israéliens, Américains et Turcs en Méditerranée orientale depuis 1998, suite au refus d'Ankara d'y participer. En avril 2012, l'entraînement

LE GAZ COMME ÉLÉMENT DE RÉORIENTATION DES ALLIANCES GÉOPOLITIQUES

a été reconduit et un nouveau scénario très révélateur des nouveaux enjeux a été ajouté : simuler l'attaque d'une plateforme gazière en mer afin de perfectionner les tactiques de défense...

Les découvertes de gisements d'hydrocarbure en Méditerranée orientale ne sont donc pas à l'origine de la crise israélo-turque mais celle-ci semble se cristalliser et s'amplifier autour de Chypre et du dossier gazier.

Pour l'État hébreu, le gaz naturel est donc une aubaine économique mais surtout diplomatique en lui permettant de réorienter sa stratégie régionale au moment où ses deux anciens partenaires lui tournent le dos.